

REPUBLIQUE DEMOCTATIQUE DU CONGO  
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONNALE ET NOUVEELLE CITOYENNETE  
PROVINCE EDUCATIONNELLE NORD-KIVU 2  
SOUS DIVISION D'OICHA  
INSTITUT MGR KAHONGYA

# *MEMORIA*

## VIVIFICATION DE L'EXISTENCE

Œuvre engendrée par la fécondation de l'intelligentia et le courage, doublés de la fermentation des élèves et enseignants de l'option humanité littéraire de l'institut Mgr KAHONGYA

Edition 2025-2026

*Mémoria N°007 de juillet 2026*

*« Ceux qui ne lisent pas les livres aujourd'hui finiront par obéir à ceux qui les ont lus »*

Printed by VALERI MULISHA

## A PROPOS

Dans les profondeurs de l'encre et du papier, une voix s'élève, portée par la plume de ceux qui refusent l'oubli. « ***Écrire, c'est refuser de mourir deux fois*** », disait Patrick Modiano. Et c'est précisément cette pensée qui anime les pages de Memoria, la nouvelle revue littéraire née à Oïcha, au cœur du Nord-Kivu.

Les mots, eux, n'ont pas d'âge. Ils transcendent les frontières, les niveaux d'études, les origines. Ils crient, ils murmurent, ils hurlent. Et dans les lignes de Memoria, ils hurlent justice. Justice pour les civils tombés sous les balles de la haine. Justice pour les filles, les femmes, les enfants, victimes de la barbarie. Justice pour les maisons réduites en cendres, pour les rêves brisés, pour les vies mutilées.

Les rédacteurs de Memoria, élèves de l'institut Monseigneur Kahongya, option Latin-Philosophie, ont pris la plume pour immortaliser la souffrance, pour témoigner de l'innommable. Leurs écrits sont des cris, des appels, des lames de fond qui secouent les consciences.

Alors, lecteur, ne te laisse pas arrêter par l'âge ou le niveau d'études des rédacteurs. Laisse-toi porter par les mots, laisse-toi émouvoir par ces histoires qui sont aussi les nôtres. Car écrire, c'est refuser de mourir deux fois. Et avec Memoria, la mémoire de la souffrance devient un acte de résistance.

***Jean-Claude Mbafumoya, Rédacteur en Chef***

## ADF ET M23, L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT

### Partie 1

- Nier une réalité ne la change pas.
- Les ADF/MTM /Uganda et AFC/M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business.
- Dénonçons-les...
- Nos FARDC ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire.
- La force des ADF et M23, ce sont ces congolais qui collaborent avec eux et les facilitent la Takia.
- Notre silence nous tue.

Aucun pays au monde ne peut vaincre le terrorisme sans l'engagement sincère et continu de sa population. L'armée dans la lutte contre le terrorisme compte pour 20 pourcent, la population c'est 80 pourcent. C'est la guerre asymétrique.

Les ADF et surtout leur collabo vivent fusionnés dans la population. Avant de réclamer plus de militaires, sommes-nous prêts à abandonner le comportement qui les rendent difficiles à identifier ou qui les appuient ?

A force d'oublier l'essentiel pour ce qui est urgent, on a fini par oublier l'urgence de l'essentiel. L'essentiel c'est de dire la vérité sur nous-même, de renforcer le mariage civilo-militaire et de dénoncer toute collaboration avec ces ennemis.

Ne pas dénoncer les collabos ADF par peur ou par déception c'est déjà avoir peur de se défendre. La peur de se défendre, c'est la peur de vivre. Ceux qui ont peur de dénoncer les ADF ou leur collaborateur, laissent pour héritage à leur enfant, les violences terroristes ADF. Cette peur apparente n'est rien d'autre qu'un épais brouillard qui couvre l'arbre qui cache la forêt, (les ADF et M23) avant le soleil de midi. En attendant midi, les ADF auront déjà frappé et bougé.

- Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM/ Uganda et AFC/M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt...
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-les.
- Nos FARDC ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire

La hauteur d'une montagne n'empêche jamais d'avancer mais ce sont les cailloux dans nos chaussures qui nous bloquent. Disent les sages. C'est au peuple Yira d'enlever les cailloux qui nous empêchent de chasser les ADF. Rien ne sert d'appeler l'Uganda et les autres au secours, à force de les appeler au secours, nous ne récoltons que du mépris, maquillé en protection.

En digne descendant du Muyira civilisateur du monde par les mathématiques, depuis l'Os d'Ishango, de la vallée de Simuliki, aujourd'hui présenté en Divinité en Belgique, Ubuntu Panafrika appelle à la coresponsabilité.

MBUBA, MUTALINGA, NGITI, MUPAKOMBE, MUNANDE, MUBILA, MUPIRI, nous tous 450 fils de kongo, Depuis 30 ans, nous fuyions nos responsabilités en demandant à d'autres, ONU, EAC, UGANDA, FARDC d'y répondre. La fuite face à nos responsabilités créées de vide, qui leur profite.

Faisons face à notre responsabilité. Libérons-nous par la vérité.

La liberté, La sécurité, la paix, le développement, ne tombent pas du ciel. Ils ne sont pas fruit du saint esprit. Voilà trente ans de prière à genoux dans les églises, n'ont été que trente ans d'illusion et déception. Levons nous, malgré nos cris et prières, seule la pluie et le vent tombent du ciel.

Reconnectons nous aux ancêtres, restons yira, vivons Ubuntu. Ne chercher plus le christ, devenons la manifestation du christ qui parle et agit par chacun de nous.

- Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et m23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Démonçons-le. Nos Fardc ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire
- La force des ADF et M23, ce sont ces congolais qui collaborent avec eux et les facilitent la takia. Notre silence nous tue.

## Couplet

Nous devons dénoncer certains de nos comportements et complicités qui enracinent et pérennisent en RDC ces vendeurs de la mort. Il ne faut plus se taire lorsqu'un membre de famille disparaît et réapparaît après deux ou trois mois. Se taire c'est déjà renforcer **la takia des ADF** qui les aident à se camoufler.

Comment vaincre les ADF sans parler de son profond enracinement dans la société locale, la présence, en son sein, de combattants congolais, les accords commerciaux avec des agents et chefs locaux, des mariages entre des membres de la population locale et ADF, les liens avec d'autres groupes armés. Les ADF agissent dans un environnement conflictuel plus large, où elles opèrent à côtés d'autres groupes armés et parfois comme l'arbre qui cache la forêt, un voile pudique.

C'est lâche de Fuir notre responsabilité. Elle finit toujours par nous rattraper. Affrontons-là. La 1ere responsabilité est celle de dire la vérité. Dire la vérité sur nous même avant de la dire sur les autres, je répète. C'est quand la vérité est plus dangereuse à être dite, que celle-ci est plus utile et importante à la libération d'un peuple. La peur n'empêche pas de mourir, elle empêche de vivre.

- Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.

- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-le.
- Nos FARDC ne doivent pas demeurer leur Bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire
- La force des ADF et M23, ce sont ces congolais qui collaborent avec eux et les facilitent la takia. Notre silence nous tue.

Si pour de terres, des intérêts économiques, politiques, des postes administratifs, nous allons continuer à nous cacher derrière de fossoyeurs venus du Rwanda et Uganda à l'image des ADF/MTM et AFC/M23 et autres, Qu'est qui restera d'africain, du congolais et de Muyira en nous,?

Cette fois ci, en digne descendant du Muyira civilisateur de l'humanité depuis la vallée du Semuliki, acceptons nos différences, réparons nos torts, renforçons le mariage civilo-militaire, construisons la sécurité sur laquelle la paix et le développement, justice seront bâtis par tous et pour tous.

Confiance aux FARDC. Nos colères, nos déceptions et méfiance, de panique, ne font que renforcer les ADF. **L'imam Aliamini** est mort suite aux actions populaires et irrationnelles, sous couvert de protection de ses droits et libertés, qui l'ont ravi aux commandants TD. Lutter contre les terroristes ADF exige du calme, de l'observation discrète et surtout une bonne planification rationnelle avec les FARDC. Vive Ubuntu- vive le mariage civilo militaire.

- Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et m23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-le.
- Nos FARDC ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire
- La force des ADF et M23, ce sont ces congolais qui collaborent avec eux et les facilitent la takia.

Les ADF appliquent l'art de la dissimulation. Sans diaboliser les Mouvement citoyens, les groupes de pression et les organisations de la société civile, certaines de leurs actions facilitent la tâche aux rebelles et terroriste ADF. Sentant leur extinction arrivée, les ADF ont kongolisés leurs combattants. Nous n'avons pas vu des parents dénoncer leur fils or ceux-ci disparaissent et réapparaissent. Un tel comportement de famille facilite la Takia ADF ou l'art de la dissimulation. Ces parents et toute la fratrie sont complices car la loi leur exige d'en informer les services habilités.

A force d'oublier l'essentiel pour ce qui est urgent, on a fini par oublier l'urgence de l'essentiel. L'essentiel c'est de dire la vérité sur nous-même, de renforcer le mariage civilo-militaire et de dénoncer toute collaboration avec ces ennemis.

Cela dit, FARDC améliorez-vous aussi, cette chanson ne vous dédouane pas ; que fait l'inspection générale de Fardc ? Fardc cessez de transformer vos points d'observation et

check point en barrière. Cela divise le pays et sépare le peuple de son armée. Vous êtes garant de l'unité nationale.

*“Oh FARDC Kamba Munatiya Kumanjiya Munageuza kuwa barrière juya nini ?”  
Tunasema kama ni control, ndio. Ila, Unyanyasi ikomeshwe kwa jina takaatifu ya  
mababu wayira na wa Kongo nzima, ili mariage civilomilitaire ikoleye “ na  
Matunda ionekane popote.”*

## Partie II.

- **Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.**
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-le.
- Nos FARDC ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire. La force des ADF et M23, ce sont ces congolais qui collaborent avec eux et les facilitent la Takia.
- Si les sensibilisations du projet Wapi jiwe Langu kwa Usalama wa Mashariki wa kongo avec Ubuntu ne suffisent pas, le rapport successif des experts de nations unies ne viennent que donner les évidences que Ubuntu est précurseur et tjrs en avance.

AFC/M23 et ADF sont deux fesses dans une même culote. C'est le même plan, et ils travaillent pour un même boss : Celui qui se cache derrière le vocable sauvons le Congo, C64 et autre préservatif verbal pour maquiller leur participation au génocide congolais.

Ceux qui ont peur de dénoncer les ADF ou leur collaborateur, laissent à leur enfant les violences ADF pour héritage. Cette peur n'est qu'un brouillard au brouillard qui couvre l'arbre qui cache la forêt, ADF et M23 avant le soleil de midi. En attendant midi, les ADF auront déjà frappé et bougé.

Ce n'est pas la hauteur de la montagne qui empêche d'avancer mais que ce sont les cailloux dans nos chaussures qui nous bloquent.

- **Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.**
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-le.

C'est au peuple yira d'enlever les cailloux qui nous empêchent de chasser les ADF. Rien ne sert d'appeler l'Ouganda et les autres au secours, à force d'appeler au secours, nous avons fini par récolter le mépris.

En digne descendant du Muyira civilisateur du monde en mathématique, depuis l'Os d'Ishango, trouvé dans la vallée de Semuliki, aujourd'hui présenté en divinité mathématique en Belgique,

Mbuba, Mutalinga, Ngiti, Mupakombe, Munande, Mubila, Mupiri, Nous tous 450 fils du kongo, notre mère. Depuis 30 ans, nous fuyions nos responsabilités en demandant à d'autres, ONU, EAC, OUGANDA, Fardc de répondre à notre place ; Depuis 30 ans nous ne cessons de nous retrouver toujours en face d'elle. Faisons face à notre responsabilité et libérons-nous par la vérité.

- **Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.**
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-le.
- Nos Fardc ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire.

Oui, AFC/M23 égale Rwanda et avec les ADF, ils forment un tandem opérationnel pour nous exterminer, nous pillier et balkaniser la RDC. AFC/M23 et ADF ce sont deux fesses dans une même culote. Lorsqu'Ubuntu sensibilise sur le mariage civilomilitaire, il a insisté sur le fait que les ennemis de la RDC vulgarisent leur idéologie génocidaire dans des emballages verbaux déjà démasqués.

Cette fois ci ça ne passera pas. Qui oubliera que

En 1996 l'envahissement de la RDC a été porté par le mot guerre de libération ?L AFDL en était le voile.

En 1998, avec le RCD, l'emballage verbal ne put tenir longtemps, Ouganda et Rwanda s'affrontèrent à Kisangani, loin des fdlr qu'ils étaient censés rechercher, exterminant au passage les congolais. Ainsi ils libéraient le Congo de congolais, pour en faire leur paradis. Ou est passé la démocratie ?

- **Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.**

2004 avec Mutebuzi, 2026 jusqu' à 2009 avec Kunda et CNDP, le bénéficiaire de la mort de mzee Kabila, maquillé en fils pouvant accomplir la volonté du père, facilita l'infiltration et positionnement Rwanda Ougandaïse sur le sol congolais. Il maquillait ces accords de soumission de la Rdc au Rwanda / uganda en accord de paix en disant, je signe la paix pour que la RDC ne saigne plus. Le CNDP se mua, le M23 naquit de la signature de Kabila, et depuis la RDC saigne de plus bel.

Le voile verbal d'unificateur vanté en 2003, ne résiste plus. L'infiltration orchestrée via le Mixage, brassage, intégration suspensif en réservant le poste de commandant OPS- Rens aux seuls intégrés venus du Rwanda et uganda après leur avoir offert un document juridique, l'accord du 23 mars, n'est rien d'autre que la formalisation de ce qui était factuel et processif depuis 1996.

Le boss de l AFC /m23 camouflé derrière le préservatif verbal de sauver le congo a été et présenté nu, comme un verre de terre dans le rapport des experts de l'ONU en 2025. Sa soudanisation en lieu et place de la balkanisation ne couvre plus rien. Il est nu.

- **Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.**

Qui oubliera que le rapport des experts de nations unies de 2024 souligne des appels entre ADF/m23 et ADF pour coordonner leurs actions au Nord-Kivu et en Ituri ?

Deux fesses dans une même culote, deux pieds sur terrain **Beni-ituri les ADF venus d'Uganda-Goma-Bukavu, AFC/M23 – du Rwanda**, sont sous la coordination d'une seule hanche. Sauvons le congo, qui fait sa mutation en **C64** accompagne sur terrain par certain groupe de pression et mouvement dit citoyens mis a nus par Ubuntu.

La colonne vertébrale, le cœur et cerveau de tout ça sont le Rwanda Ouganda, l'union européenne, les usa et l'Angleterre.

- **Nier une réalité ne la change pas. Les ADF/MTM et M23 /Rwanda sont l'arbre qui cache la forêt.**
- Certains congolais ont fait de la mort des autres congolais leur business. Dénonçons-le.
- Nos FARDC ne doivent pas demeurer leur bouc-émissaire, ni leur victime expiatoire. La force des ADF et M23, ce sont ces congolais qui collaborent avec eux et les facilitent la Takia.
- Si les sensibilisations du projet Wapi jiwe Langu kwa Usalama wa Mashariki wa kongo avec Ubuntu ne suffisent pas, le rapport successif des experts de nations unies ne viennent que donner les évidences que Ubuntu reste précurseur

Le serpent Rwando ougandais a beau renouveler sa peau, au gré de multiples mue effectuées depuis 1996, pour maquiller son plan, l'exuviation actuelle ne marche pas. L'exuvie le suit partout.

Congolais rebella »

**Maître Fidèle Ubuntu**

## **L'ÉCOLE FACE AUX CONFLITS ARMÉS : RÉSISTER PAR LE SAVOIR**

### **LE DERNIER CAHIER DE CHAKAL**

Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, en 2024. Depuis des années, les collines verdoyantes de cette terre généreuse ne résonnaient plus seulement du chant des oiseaux ; elles tremblaient désormais sous les déflagrations des armes. Les écoles se vidaient, les familles prenaient le chemin de l'exil, et l'enfance apprenait, bien avant l'âge, le vocabulaire de la peur.

C'est dans cette contrée meurtrie que vivait Chakal, fils de Maman Maria. Malgré les menaces qui pesaient sur son village, il refusait de croire que la guerre pût confisquer l'avenir de toute une génération. Sa mère lui répétait souvent :

« Mon fils, les armes soumettent les hommes par la force, mais le savoir les affranchit pour toujours. »

Ces paroles devinrent l'étoile polaire de son existence.

Chaque matin, tandis que beaucoup renonçaient à franchir le seuil de l'école, Chakal parcourait plusieurs kilomètres pour rejoindre sa classe. À ses yeux, chaque pas arraché à la peur était une victoire ; chaque leçon assimilée, un revers infligé à l'ignorance. Il avait compris que la véritable résistance ne s'édifie pas seulement sur le courage, mais aussi sur la connaissance.

Puis vint un matin de janvier. Une attaque armée contraignit les autorités à fermer l'école. Les salles de classe furent désertées, les tableaux condamnés au silence, et les cahiers, dispersés par le vent, semblaient emporter avec eux les derniers fragments d'espérance. Beaucoup crurent que tout était perdu.

Mais Chakal refusa de plier devant le désespoir.

Plutôt que d'attendre le retour incertain des jours paisibles, il rassembla quelques camarades sous l'ombre bienveillante d'un vieux manguier. Ensemble, ils sauvèrent les livres que les flammes avaient épargnés, façonnèrent des bancs à partir de troncs d'arbres et firent de la terre leur tableau. Chaque après-midi, Chakal partageait les leçons qu'il avait apprises avec ceux que la guerre avait privés d'école. Peu à peu, des enseignants, des parents, puis les anciens du village rejoignirent cette initiative. Ce qui n'était, au commencement, qu'un modeste acte d'espérance devint une véritable école communautaire, où le savoir continuait de fleurir malgré les cendres.

Alors, la guerre se heurta à une vérité qu'elle ne pouvait comprendre : on peut réduire une école en ruines, mais jamais anéantir la volonté d'apprendre. Plus les violences cherchaient à étouffer la voix des élèves, plus leur soif de savoir s'intensifiait. Les fusils imposaient le silence aux lèvres ; les livres rendaient la parole aux consciences.

Quelques années plus tard, lorsque la paix recommença timidement à refleurir, plusieurs enfants formés sous ce manguier poursuivirent avec succès leurs études. Les uns devinrent enseignants, d'autres infirmiers, magistrats ou ingénieurs. Quant à Chakal, il consacra son existence à défendre le droit à l'éducation dans les régions ravagées par les conflits, convaincu qu'une école reconstruite vaut toujours mieux qu'un champ de bataille conquis. Car celui qui plante une école sème la paix ; celui qui sème la guerre ne récolte que le néant.

**« Mwana ya Maman Maria**

# **QUAND LES SALLES SE VIDENT : IMPACT DE L'INSÉCURITÉ SUR LES ÉTUDES**

**PAR DJODJO JOSUÉ UTESE, LATINISANT, ÉLÈVE À L'INSTITUT  
MONSEIGNEUR KAHONGYA**

L'insécurité est l'un des plus grands obstacles au développement de l'éducation. Chaque incursion de groupes armés transforme nos écoles en lieux de silence et de désolation. Pour nous, écoliers et élèves de l'est de la République démocratique du Congo, chaque attaque signifie des salles de classe désertées, des cahiers refermés et des rêves suspendus. Cette réalité compromet profondément notre droit à l'instruction et hypothèque l'avenir de toute une génération.

Dans plusieurs territoires de l'Est, l'insécurité prive des milliers d'enfants d'une scolarité régulière. Les parents vivent dans une angoisse permanente. Lorsqu'ils quittent leur foyer pour cultiver leurs champs ou chercher de quoi payer les frais scolaires, beaucoup ignorent s'ils reviendront vivants. La guerre ne menace donc pas seulement les écoles ; elle atteint le cœur même des familles.

Lorsque les salles de classe se vident, un autre univers s'ouvre aux enfants : celui de l'errance. Privés d'école, beaucoup passent leurs journées dans les rues, exposés à la délinquance, aux drogues, à l'exploitation ou encore au recrutement par des groupes armés. L'éducation, qui devrait être leur refuge, leur est brutalement arrachée.

Pour de nombreux parents, l'école représente l'espérance d'un avenir meilleur. Ils voient en leurs enfants la promesse d'une vie plus digne et d'une société plus juste. Mais lorsque les violences s'installent aux portes des établissements scolaires, les projets s'effondrent, les ambitions s'éteignent et les rêves semblent étouffés avant même d'avoir pu éclore. Dans les régions frappées par l'insécurité, l'avenir des enfants paraît souvent retenu en captivité.

Les violences perpétrées par les groupes armés, notamment les ADF et le M23, plongent les populations civiles dans une souffrance quotidienne. Elles bouleversent la vie des familles, détruisent les infrastructures et privent les enfants de leur droit fondamental à l'éducation. Face à cette tragédie, les forces de sécurité ainsi que toutes les personnes engagées pour la protection des populations poursuivent leurs efforts afin de restaurer la paix et de garantir la sécurité des citoyens.

Quel avenir attend un enfant dont les apprentissages sont continuellement interrompus par la guerre ? Quelle place pourra-t-il occuper dans une société où le savoir demeure la première richesse ? Les sociétés modernes se construisent grâce à des citoyens instruits, capables de réfléchir, d'innover et de participer au développement de leur pays. Priver un enfant d'école, c'est priver une nation de son avenir.

Les conséquences psychologiques sont tout aussi profondes. La peur, les déplacements forcés et les traumatismes altèrent la concentration, la confiance et l'équilibre émotionnel des élèves. Beaucoup grandissent avec des blessures invisibles qui continueront de marquer leur existence bien après la fin des combats.

Il est donc urgent que tous les acteurs : autorités publiques, forces de sécurité, organisations humanitaires, communautés locales, parents et jeunes, unissent leurs efforts pour rétablir durablement la paix à Goma, Bukavu, Beni, Irumu et dans toutes les régions meurtries par les violences. Sans sécurité, il ne peut y avoir d'éducation ; sans éducation, il ne peut y avoir de développement durable.

À vous, chers parents, à vous, responsables de notre pays, ne laissez pas l'insécurité verrouiller l'avenir de vos enfants. Protéger une école, c'est protéger une génération ; sauver un élève, c'est sauver l'avenir d'une nation.

Comme le rappelle un proverbe universel : l'éducation est la clé de la vie et le premier chemin vers la paix.

## **JEUNESSE CONGOLAISE : BÂTIR LA PAIX PLUTÔT QUE SUBIR LA GUERRE**

**PAR CHARLES LUKOMBOLA, LATINISANT, ÉLÈVE À L'INSTITUT  
MONSEIGNEUR KAHONGYA**

La jeunesse congolaise constitue la plus grande richesse de notre nation. Elle incarne la force, l'intelligence, le courage et l'espérance d'un Congo réconcilié avec lui-même. Pourtant, dans plusieurs régions de notre pays, notamment celles meurtries par les massacres et l'insécurité, des milliers de jeunes grandissent au rythme de la peur, du deuil et de l'incertitude.

Aucun jeune ne devrait considérer la guerre comme une fatalité. Notre génération ne peut se contenter d'attendre que la paix soit bâtie par celle qui lui succédera. Les générations qui nous ont précédés espéraient déjà que nous relèverions ce défi. Si, à notre tour, nous reportons cette responsabilité sur les générations futures, la paix demeurera un horizon sans cesse repoussé. Nous avons donc le devoir historique d'agir dès aujourd'hui, afin de transmettre à nos successeurs un pays plus juste, plus stable et plus fraternel.

Bâtir la paix ne signifie pas vivre dans un monde dépourvu de difficultés. La paix exige un courage plus grand encore que celui des armes. Elle consiste à refuser la haine, à préserver la dignité humaine, à privilégier le dialogue malgré les divergences et à défendre la justice sans céder à la violence. La guerre ne lègue que des ruines, des larmes et des blessures profondes ; la paix, elle, construit les nations, fortifie les peuples et grave dans l'histoire les plus nobles victoires.

L'histoire enseigne qu'aucun pays n'a trouvé sa grandeur dans les conflits permanents. Ce sont la paix, la résilience de sa population et l'engagement de sa jeunesse qui révèlent la véritable puissance d'une nation. C'est pourquoi la jeunesse congolaise porte aujourd'hui une responsabilité immense : devenir le rempart contre la violence et l'artisan d'un avenir commun.

Nous devons également rejeter toute forme de manipulation. Trop souvent, des jeunes sont enrôlés ou instrumentalisés pour servir des intérêts qui ne sont ni les leurs ni ceux de la République. Celui qui manipule la jeunesse pour alimenter la guerre lui dérobe son avenir. La véritable grandeur ne réside pas dans la capacité de détruire, mais dans celle de protéger la vie, de préserver la dignité humaine et de construire l'espérance.

À la jeunesse des régions meurtries par les massacres, ce texte adresse un appel à la persévérance. Malgré les épreuves, ne laissez jamais la haine définir votre identité. Gardez confiance en l'avenir, soutenez-vous mutuellement et faites vivre les valeurs de solidarité, de respect, d'unité et de fraternité. Les blessures de la guerre sont profondes, mais elles ne doivent jamais nous empêcher de croire en l'avenir de notre pays ni de travailler à sa reconstruction.

Le Congo a besoin d'une jeunesse qui bâtit des écoles plutôt que des champs de bataille, qui fait entendre la voix de la vérité plutôt que le fracas des armes, qui transforme les blessures du passé en fondations d'un avenir meilleur. Notre destin ne sera pas écrit par la violence, mais par notre capacité à nous unir autour de la paix, de la justice, du travail et du développement.

Aujourd'hui, faisons un choix historique : celui de ne plus subir la guerre, mais de bâtir la paix. Car un peuple uni est plus fort que toutes les armes, et une jeunesse éclairée peut changer le destin de toute une nation.

Jeunesse congolaise, l'avenir du Congo est entre tes mains. Choisis la paix, protège la vie et bâtis la nation.

**Pour vos soutiens, contactez le numéro suivant : 0994028485**

### **POURQUOI LA PAIX EST-ELLE LA PREMIÈRE CONDITION DU DÉVELOPPEMENT ?**

**PAR BARAKA SIRCOM, LATINISANT, ÉLÈVE À L'INSTITUT MONSEIGNEUR KAHONGYA**

La paix est le socle sur lequel repose toute société prospère. Elle constitue le fondement de toute activité humaine et la condition indispensable à l'épanouissement des individus comme des communautés. Là où règne la paix, les citoyens peuvent travailler, apprendre, entreprendre et bâtir l'avenir avec confiance.

Le développement ne peut s'enraciner dans un climat de violence. Lorsque la guerre s'installe, les écoles ferment leurs portes, les hôpitaux cessent de fonctionner normalement, les activités économiques ralentissent et les populations vivent dans la peur permanente. Dans un tel contexte, le développement devient une ambition difficile à atteindre, voire une illusion.

La paix est donc le premier levier du progrès. Elle favorise l'éducation, stimule les investissements, renforce la cohésion sociale et permet aux institutions de remplir efficacement leur mission. Une nation pacifique offre à sa jeunesse les conditions nécessaires pour révéler ses talents et contribuer au bien commun.

Comme le rappelle une maxime largement partagée : « Il n'y a pas de développement sans paix. » Cette affirmation n'est pas un simple slogan ; elle résume une réalité universelle. L'histoire montre que les peuples qui ont durablement progressé sont ceux qui ont su préserver ou reconstruire la paix.

À l'inverse, la guerre détruit les infrastructures, disperse les familles, nourrit la pauvreté et compromet l'avenir des générations. Elle consume en quelques jours ce que des années d'efforts avaient permis d'édifier.

C'est pourquoi la paix doit demeurer une priorité collective. Elle n'est pas seulement l'absence de conflits, mais un engagement quotidien en faveur du dialogue, de la justice, du respect mutuel et de la solidarité. Défendre la paix, c'est préparer les conditions d'un développement durable et offrir aux générations futures l'espérance d'un avenir meilleur.

Ainsi, pour notre pays comme pour toute nation, la paix n'est pas une option : elle est la première condition du développement.

## **LA PAIX OU LES ARMES : QUEL CHOIX POUR L'AVENIR DE LA JEUNESSE CONGOLAISE ?**

**PAR GLOIRE KAMBALE KINZYOVO, LATINISANT, ÉLÈVE À L'INSTITUT MONSEIGNEUR KAHONGYA**

« Lorsque la parole ne suffit plus, certains estiment que les armes prennent le relais. » Cette idée, souvent reprise dans les débats sur les conflits, traduit une conviction largement répandue : la force apparaîtrait comme l'ultime recours lorsque le dialogue semble avoir échoué. D'autres vont jusqu'à soutenir que les armes constituent le dernier remède pour parvenir à une paix durable.

La question demeure alors entière : la paix ou les armes ?

À première vue, le choix paraît évident. Toute conscience humaine aspire à la paix, car elle est la condition de la liberté, de la sécurité et du développement. Pourtant, l'histoire montre que de nombreuses nations ont dû traverser des périodes de confrontation avant de retrouver la stabilité. Cette réalité nourrit le débat sur la place que peut occuper la force dans la recherche de la paix.

Comme nul ne devient adulte sans avoir connu l'adolescence, certains considèrent que la paix est parfois précédée par l'épreuve des armes. Cette comparaison ne célèbre pas la guerre ; elle souligne simplement que les peuples confrontés à l'agression ou à la violence se trouvent parfois contraints de défendre leur existence avant de pouvoir reconstruire la paix.

Cependant, les armes ne sauraient constituer une fin en elles-mêmes. Elles ne prennent sens que si elles permettent de restaurer les conditions du dialogue et d'assurer une paix juste et durable. Une victoire militaire dépourvue de réconciliation demeure fragile ; seule une paix fondée sur la justice peut garantir l'avenir d'une nation.

Comme l'affirmait Georges Clemenceau : « Il faut d'abord savoir ce que l'on veut ; ensuite, il faut avoir le courage de le dire ; enfin, il faut l'énergie de le faire. » Cette maxime éclaire le défi de notre génération. Nous savons que nous voulons la paix. Nous avons le devoir de l'affirmer. Il nous appartient désormais de réunir les moyens politiques, sociaux et humains pour la construire.

La jeunesse congolaise ne doit pas faire des armes un idéal. Son véritable combat est celui de la paix, de la justice, de l'éducation et du développement. Si les armes deviennent un jour nécessaires pour protéger les populations et préserver l'intégrité de la nation, elles ne doivent jamais faire oublier que leur unique légitimité réside dans le rétablissement de la paix.

Car les armes peuvent mettre fin à un combat, mais seule la paix met fin à la guerre.

# **COMMENT PROTÉGER LE DROIT À L'ÉDUCATION EN PÉRIODE DE CONFLIT ?**

**PAR ROMAIN MICHAEL, JOURNALISTE ET LAURÉAT DE L'INSTITUT MGR KAHONGYA**

En République démocratique du Congo, plusieurs régions demeurent confrontées à des conflits armés qui compromettent gravement l'exercice du droit à l'éducation. Dans ces territoires meurtris, aller à l'école devient parfois un acte de courage, tant les risques sont nombreux. Pourtant, l'éducation est un droit fondamental reconnu à chaque enfant et demeure l'un des principaux leviers du développement d'une nation.

Les enfants d'aujourd'hui sont les responsables de demain. C'est pourquoi chacun, sans distinction de sexe, de condition sociale ou de handicap, doit pouvoir bénéficier d'une éducation de qualité, dans un environnement sûr et protecteur. L'école doit rester un lieu d'apprentissage, d'épanouissement et d'espérance, où chaque enfant peut construire son avenir dans la dignité.

Cependant, dans l'est de la République démocratique du Congo, les conflits armés limitent considérablement cet accès. Les déplacements forcés de populations, la destruction des infrastructures scolaires, les assassinats de civils, l'exode des enseignants et l'insécurité permanente privent des milliers d'enfants de leur droit à l'instruction. Chaque école fermée représente une génération dont l'avenir est menacé.

Comment, dès lors, protéger le droit à l'éducation dans un contexte où les conflits semblent imposer leur loi ?

La première priorité consiste à protéger les établissements scolaires contre toute attaque et à empêcher leur utilisation à des fins militaires. Le droit international humanitaire rappelle que les écoles doivent demeurer des espaces exclusivement consacrés à l'enseignement. Lorsqu'elles sont occupées par des acteurs armés ou deviennent des cibles d'affrontements, ce sont les enfants qui en paient le plus lourd tribut.

Il est également indispensable de garantir un accès sécurisé aux établissements scolaires. Les élèves et les enseignants doivent pouvoir rejoindre leurs écoles sans craindre pour leur vie. Cela suppose des mesures de protection adaptées, des itinéraires sûrs et une coopération efficace entre les autorités compétentes, les communautés locales et les partenaires chargés d'assurer la sécurité des populations.

Lorsque les écoles sont détruites, fermées ou devenues inaccessibles, il est nécessaire de mettre en place des espaces temporaires d'apprentissage afin d'assurer la continuité de l'enseignement. Même sous des abris provisoires ou dans des structures communautaires, les enfants doivent pouvoir poursuivre leur scolarité jusqu'au retour de conditions plus favorables.

Les enseignants, eux aussi, ont besoin d'un accompagnement particulier. Au-delà de la mise à disposition de matériels pédagogiques, ils doivent bénéficier d'un soutien psychologique et de

formations leur permettant d'enseigner dans des contextes marqués par les traumatismes de la guerre.

Les enfants victimes des conflits ont également besoin d'un accompagnement psychosocial. Les violences, les déplacements forcés et la perte de proches laissent des blessures profondes qui affectent leur apprentissage. Leur offrir un soutien adapté contribue à restaurer leur confiance et à favoriser leur réussite scolaire.

Par ailleurs, une collaboration étroite entre les autorités publiques, les communautés locales, les organisations humanitaires et les partenaires internationaux demeure essentielle. Cette coopération peut se traduire par la réhabilitation des écoles, la distribution de kits scolaires, l'appui aux enseignants et le financement de programmes éducatifs destinés aux enfants les plus vulnérables.

Il est indispensable de sensibiliser les familles et les communautés à l'importance de maintenir les enfants à l'école, même en période d'insécurité. L'éducation reste l'un des moyens les plus efficaces pour briser le cycle de la violence, combattre la pauvreté et préparer un avenir meilleur.

Protéger le droit à l'éducation en période de conflit exige une mobilisation collective. La sécurisation des établissements scolaires, la lutte contre toute forme de recrutement d'enfants par des groupes armés, le soutien aux enseignants et aux élèves, ainsi que l'engagement des autorités, des communautés et des partenaires internationaux constituent les conditions indispensables pour préserver ce droit fondamental. Car protéger une école, c'est protéger une génération ; et protéger une génération, c'est assurer l'avenir de toute une nation.

Le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix en République démocratique du Congo.

## **LES CONFLITS ARMÉS ET LEURS CONSÉQUENCES SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

**PAR KASEREKA MASTAKI, RESSORTISSANT DE L'INSTITUT MGR KAHONGYA**

« Lorsque deux éléphants se battent, ce sont les herbes qui souffrent. » Cette sagesse africaine résume avec justesse le drame que vivent les populations civiles prises au piège des conflits armés. À l'est de la République démocratique du Congo, les détonations des armes couvrent encore trop souvent les voix de l'espérance. Les larmes des victimes, les cris des survivants et le silence des villages abandonnés témoignent d'une tragédie qui freine le développement de toute une nation.

Hélas, cette violence semble parfois devenir une fatalité, alors qu'elle continue de détruire des vies humaines et d'affaiblir les fondements de l'État. Les tensions persistantes entre la République démocratique du Congo et les groupes armés, notamment le M23, dans un contexte régional complexe, plongent de nombreuses populations dans une profonde insécurité. Les premières victimes demeurent les civils, contraints de fuir leurs foyers, de vivre dans le dénuement et d'abandonner leurs activités quotidiennes.

Les conséquences de ces conflits sont multiples. Sur le plan économique, les investissements diminuent, les infrastructures sont détruites, les activités agricoles et commerciales sont paralysées, et les ressources qui pourraient être consacrées au développement sont absorbées par les exigences de la guerre. Là où devraient s'élever des écoles, des hôpitaux et des routes, les flammes et les ruines rappellent le prix de la violence.

Le secteur de l'éducation est également durement frappé. Les établissements scolaires ferment leurs portes, les enseignants sont déplacés, et des milliers d'enfants voient leur parcours scolaire interrompu. Pourtant, l'éducation demeure le moteur du développement et la clé de l'avenir. Une nation qui prive sa jeunesse d'instruction compromet inévitablement son propre progrès.

À cela s'ajoute l'exode de nombreux intellectuels, professionnels et travailleurs qualifiés qui quittent les zones d'insécurité à la recherche de conditions de vie plus sûres. Cette fuite des compétences prive le pays de ressources humaines indispensables à sa reconstruction et à son développement.

## **LE RÔLE DES JEUNES DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

**PAR MICHAEL TSONGO, LATINISANT, ÉLÈVE À L'INSTITUT MONSEIGNEUR KAHONGYA**

Le présent et l'avenir d'une nation reposent entre les mains de sa jeunesse. En République démocratique du Congo, où la majorité de la population est composée de jeunes, il nous appartient d'assumer pleinement notre responsabilité dans la consolidation d'une paix durable. Nous ne sommes pas seulement les héritiers de notre pays ; nous en sommes également les bâtisseurs.

La jeunesse représente une force de transformation. Par son dynamisme, sa créativité et son engagement, elle peut contribuer à réconcilier les communautés, à promouvoir la solidarité, à renforcer la cohésion sociale et à participer activement au développement national. Construire la paix n'est pas seulement une mission des autorités ; c'est aussi le devoir de chaque citoyen, en particulier des jeunes.

L'éducation occupe une place essentielle dans cette mission. L'école est le premier lieu où se forment les valeurs de respect, de responsabilité, de discipline et de tolérance. C'est là que se préparent les citoyens de demain. En prenant au sérieux notre formation scolaire, nous acquérons les connaissances et les compétences nécessaires pour servir utilement notre pays.

La République démocratique du Congo demeure confrontée à de nombreux défis : conflits armés, violences, divisions communautaires et insécurité. Face à cette réalité, la jeunesse ne doit ni céder au découragement ni se laisser manipuler par ceux qui cherchent à semer la haine ou à détruire la nation. Elle doit, au contraire, devenir une force de proposition et de réconciliation.

Les jeunes sont appelés à rejeter toutes les formes de criminalité, de violence, de pillage, de banditisme et de violations des droits humains. Ils doivent promouvoir le dialogue, le respect de la dignité humaine et la résolution pacifique des conflits. La véritable grandeur ne réside

pas dans la destruction, mais dans la capacité à protéger la vie et à construire un avenir commun.

Être un jeune patriote, c'est aimer son pays et contribuer à son développement par des actions concrètes. Cela signifie respecter les lois de la République, écouter les conseils des parents et des éducateurs, participer à des initiatives citoyennes, organiser des débats constructifs, promouvoir la solidarité et défendre les valeurs de paix dans son entourage.

Nombreux sont les jeunes qui choisissent également de servir la nation au sein des institutions publiques, des forces de défense et de sécurité ou dans d'autres secteurs essentiels à la vie du pays. Quel que soit le domaine dans lequel ils s'engagent, leur mission demeure la même : protéger la population, renforcer l'unité nationale et contribuer à l'édification d'un Congo pacifique et prospère.

La paix n'est pas un héritage que l'on reçoit ; c'est une œuvre que l'on construit chaque jour. Elle exige du courage, de la responsabilité et de la persévérance. C'est pourquoi la jeunesse congolaise doit être le moteur du changement, le symbole de l'espérance et le visage d'un avenir réconcilié.

Jeunesse congolaise, sois l'artisan de la paix, la gardienne de l'unité nationale et la bâtisseuse d'un Congo fort, libre et prospère.

**Memoria** est une revue littéraire initiée par les élèves et enseignants de l'Institut Monseigneur Kahongya, du bloc Latin-Philosophie. Ils font de la plume le pilier de la lutte démocratique et refusent de mourir deux fois.

Options organisées à l'Institut Monseigneur Kahongya :

1. Latin-Philosophie
2. Pédagogie Générale
3. Tech. Industrie Agricole
4. Tech. Construction
5. Tech. Commerciale et Gestion

Retrouvez notre revue en ligne sur le site [oichanews.net](http://oichanews.net) (Rubrique Revue littéraire) ou appelez le : **0994028485**

Rédacteur en Chef (REDAF) : **Jean-Claude Kasereka Mbafumoya.**

Ass. du REDAF : Robert Tsongo

*Nous sommes à Oïcha, chef-lieu du territoire de Beni, province du Nord-Kivu. En ligne sur le site [Oichanews.net](http://Oichanews.net) (rubrique Revue littéraire)*

**Dans les profondeurs de l'encre et du papier, une voix s'élève, portée par la plume de ceux qui refusent l'oubli. "Écrire, c'est refuser de mourir deux fois", disait Patrick Modiano. Et c'est précisément cette pensée qui anime les pages de Memoria, la nouvelle revue littéraire née à Oïcha, au cœur du Nord-Kivu.**

